

SYRIENS À CALAIS

Depuis deux semaines, les Syriens à Calais manifestent pour obtenir le droit d'accéder légalement au territoire britannique pour y déposer une demande d'asile. Ce faisant, ils mettent les États européens face à leurs contradictions.

Face à la dictature de Bachar el-Hassad, fils et successeur de Hafez el-Hassad, les Syriens se soulèvent il y a trois ans comme d'autre pays arabes comme instaurer la démocratie dans leur pays.

Face à un conflit qui s'éternise et à l'absence de soutien de la communauté internationale, certains d'entre eux se tournent vers l'Europe pour y trouver a sécurité, moins pour eux-mêmes que pour leur famille.

Ils se retrouvent face à une Europe fermée aux réfugiés, et ceux arrivent jusqu'à Calais ont franchis de multiples frontières, survécu aux naufrages en Méditerranée.

Après avoir franchi les frontières de l'Europe, ils se trouvent face aux politiques répulsives d'États européens comme la France, qui laisse les demandeurs d'asile pendant des mois, parfois des années, à la rue, histoire de dissuader quiconque de s'arrêter sur son sol pour lui demander protection.

Ils continuent alors vers d'autres pays, comme le Royaume-uni.

Lequel se mure derrière ses frontières maritimes.

Et là, quand le passage devient trop dur, ils refusent la règle du jeu que leur imposent les États. Ils rappellent la Convention de Genève, et leur droit d'obtenir une protection en Europe, sans avoir à passer des mois à la rue comme le leur impose la France.

Ils demandent à l'État voisin, le Royaume-uni, où ils pensent avoir de meilleures chances d'intégration, parce que liens familiaux, présence d'amis, connaissance de la langue, de pouvoir entrer légalement dans le pays pour y faire leur demande d'asile.

Et ils rappellent que ce sont les États, en fermant leur porte, qui les obligent à franchir illégalement des frontières, et qui permettent aux passeurs de s'enrichir.

Au jour d'aujourd'hui, après deux semaines de manifestation, ni les autorités britanniques ni les autorités françaises n'ont apporté la moindre réponse à leurs demandes.

Tant il est vrai qu'elles ont choisi de fuir les problèmes plutôt que de les résoudre. Quitte à dépenser des millions pour ça.